

et orientée pour instituer cette gratuité des usages commerciaux des photographies des œuvres des musées et des monuments.

Le lobbying conjoint de Google, des Gafam et des multinationales de l'édition, de Sundar Pichai le patron de Google et de Vincent Bolloré le patron d'Hachette, trouve ainsi en catimini un relais actif auprès d'une poignée de fonctionnaires au sein même du ministère de la Culture. Alors même que, *en même temps*, Rima Abdul Malak, la ministre de la Culture et Emmanuel Macron n'ont de cesse de se présenter comme des défenseurs de notre souveraineté culturelle !

L'agence photographique de la Réunion des Musées Nationaux-Grand Palais et ses soixante salariés sont aux premières loges. Sa mission de couverture photo est en effet en grande partie financée par la cession payante des droits commerciaux d'usage. Son équilibre économique est directement menacé par l'Open data.

Comme d'autres missions essentielles au rôle historique de mutualisation et de péréquation de la RMN sacrifiées au nom de la marchandisation culturelle, c'est au tour de l'agence photo d'être dans le viseur. L'agence photo, ses missions, ses emplois, son expertise sont plus que jamais sur la sellette.

Et demain, c'est tout le secteur de la photographie qui sera la victime de cette libéralisation sauvage pour le profit unique des multinationales.

La CGT se devait de lancer cette alerte fort et clair pour arrêter au plus vite le bras des casseurs.

Nous demandons l'abandon immédiat de ce projet de démantèlement programmé de l'agence photo dont les conséquences culturelles, économiques et sociales seraient désastreuses.

Paris, le 4 juillet 2023